



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

One Planet Summit

Question au Gouvernement n° 416

Texte de la question

ONE PLANET SUMMIT

M. le président. La parole est à Mme Sophie Panonacle, pour le groupe La République en marche.

Mme Sophie Panonacle. Monsieur le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, vous étiez aux côtés du Président de la République, Emmanuel Macron, lors du *One Planet Summit*. Cette initiative de la France, avec les Nations Unies et la Banque mondiale, deux ans après l'accord historique de Paris, a réuni une cinquantaine de chefs d'État et de gouvernement, des élus de régions et de grandes villes, des leaders mondiaux et des citoyens engagés pour la sauvegarde de notre planète. Ce sont 4 000 acteurs qui ont ainsi rappelé leur engagement pour lutter contre le réchauffement climatique.

M. Éric Straumann. Voilà bien longtemps qu'on en parle !

M. Éric Diard. Malheureusement, ce sont des vœux pieux !

Mme Sophie Panonacle. À nouveau, le signal envoyé à l'humanité est fort : ...

M. Fabien Di Filippo. Depuis Jupiter ? (*Sourires sur les bancs du groupe LR.*)

Mme Sophie Panonacle. ...notre planète est en danger de mort. Nous sommes une seule planète. Il n'y aura pas de terre de rechange. Monsieur le ministre d'État, nous ne voulons avoir aucun regret. C'est pourquoi notre défi, vous l'avez souvent dit, doit être à la hauteur de notre destinée commune. Nous devons être capables de nous unir pour agir concrètement, agir ensemble et agir vite. Je sais que nous partageons, avec l'ensemble de mes collègues ici présents, ce principe : l'heure est aux actions concrètes. Je sais aussi que, sans moyens financiers, nous ne pourrions pas obtenir de résultats significatifs.

Mme Marie-Christine Dalloz. Allô ? Allô ?

Mme Sophie Panonacle. Lors de ce sommet, il a été question d'amplifier le financement de l'adaptation au changement climatique et d'accélérer la transition vers une économie décarbonée. La manière dont les acteurs engagés dans la finance publique et privée peuvent innover pour soutenir et accélérer notre lutte a également été évoquée.

Monsieur le ministre d'État, je ne vous demande pas d'exposer en quelques minutes les engagements français et internationaux qui ont été pris lors de ce sommet, mais pouvez-vous faire partager à la représentation nationale votre confiance en l'avenir ? (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe REM.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. Madame Panonacle, confiance... On va dire prudence. Une chose est certaine : si l'on n'embarque pas l'univers de la finance dans le train du climat, on n'a aucune chance de répondre aux ambitions et de réaliser les engagements de l'accord de Paris. Ce sommet visait évidemment à aligner tous les acteurs financiers, publics ou privés, afin de rendre les investissements compatibles avec ces engagements.

Ce sommet, comme vous l'avez dit, a été organisé deux ans pratiquement jour pour jour après l'adoption de l'accord de Paris. Il s'est conclu, entre autres, par douze engagements très concrets qui, je l'espère, permettront de changer d'échelle, de braquet. Parce qu'il existe aussi une certaine tendance ou accoutumance à la gravité, il fallait aussi sortir ce processus d'une forme de léthargie.

Grâce à la mobilisation des États – plus de 120 étaient représentés – mais aussi des villes, des entreprises et des investisseurs, de nouveaux engagements ont été pris. Parmi les plus significatifs figurent les engagements européen, chinois et américain d'accélérer la fixation d'un prix du carbone significatif. La Banque mondiale a annoncé la fin des financements en faveur de toute activité d'exploitation d'énergies fossiles, ce qui n'est pas sans conséquences positives. Les investisseurs publics comme l'AFD – l'Agence française de développement – et la Caisse des dépôts ont signé un engagement pour mettre dorénavant en conformité leur politique d'investissement avec l'accord de Paris. La Chine a annoncé la création du plus grand marché mondial de carbone, ce qui constitue aussi une information et un événement très importants. Pour notre part, nous nous engageons à porter à 30 % en 2020 la part de nos financements de la politique pour le climat consacrés à l'adaptation mais aussi à abonder le nouveau fonds de lutte contre la désertification.

M. le président. Je vous remercie, monsieur le ministre d'État.

M. Nicolas Hulot, ministre d'État. Je termine en vous informant que l'OCDE – l'Organisation de coopération et de développement économiques – mettra à la disposition des États un outil pour verdir leurs budgets.
(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes REM et MODEM.)

Données clés

Auteur : [Mme Sophie Panonacle](#)

Circonscription : Gironde (8^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 416

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [14 décembre 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [14 décembre 2017](#)